

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 7-11 novembre 2005**

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION**

**Point 6 de l'ordre du  
jour**

*Pour examen*



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.2/2005/6-B**

13 octobre 2005

ORIGINAL: ANGLAIS

## **PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN ANGOLA**



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, OEDE: M. K. Tuinenburg tél.: 066513-2252

Chargé de l'évaluation en chef, OEDE: M. J. Lefèvre tél.: 066513-2358

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).



## RESUME

La présente évaluation de portefeuille concerne les interventions prolongées de secours et de redressement et les opérations spéciales mises en œuvre en Angola entre janvier 2002 et décembre 2004. Elle analyse tout particulièrement les stratégies de secours et de redressement, la coordination, les partenariats, le ciblage et le suivi-évaluation. Les quatre critères examinés sont les suivants: la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'interconnexion. Deux problématiques transversales, la protection et la problématique hommes-femmes, ont également été étudiées.

Les distributions d'aide alimentaire d'urgence, les programmes d'alimentation à caractère médical ou social et les autres activités de secours s'inscrivent dans les objectifs généraux du PAM qui sont de sauver des vies humaines, d'améliorer l'état nutritionnel et de prévenir la malnutrition.

Les activités de redressement comprenaient des distributions générales d'aide alimentaire aux rapatriés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), des activités vivres-contre-travail (VCT), vivres pour la création d'actifs (VPA) et vivres pour l'éducation et la formation. La plupart des activités vivres-contre-travail, au lieu de reposer sur l'amélioration durable des moyens de subsistance des ménages exposés à l'insécurité alimentaire, ont consisté en une simple distribution de vivres en échange d'un travail fourni. Dans le cadre de ces programmes, on a dénombré peu d'activités prioritaires pour les femmes telles que l'alphabétisation, la formation professionnelle ou les activités génératrices de revenus. Le programme d'alimentation scolaire était destiné à accroître l'assiduité scolaire, à subvenir aux besoins nutritionnels et à promouvoir la participation communautaire dans les activités de développement et de réconciliation. Sa portée a cependant été limitée par un financement et des services gouvernementaux insuffisants, un défaut d'implication du gouvernement, une pénurie de partenaires d'exécution compétents, ainsi que des priorités éducatives concurrentes.

Les nouveaux programmes sur le VIH/sida qui s'articulaient autour d'activités de sensibilisation des communautés à des fins de prévention devraient être élargis au soutien nutritionnel et alimentaire.

Le PAM a travaillé en coordination avec les partenaires d'exécution au niveau local et a mis en place des partenariats avec les organismes des Nations Unies par le biais d'organes de coordination établis au niveau national. Toutefois, une coordination supplémentaire, en particulier avec les autorités gouvernementales, aurait été nécessaire. Des partenaires d'exécution plus compétents devraient intervenir dans les activités de redressement. Il est également recommandé que le PAM s'emploie à renforcer les capacités du gouvernement afin d'assurer une meilleure coordination, et qu'il plaide auprès de ce dernier pour qu'il s'investisse davantage, techniquement et financièrement, dans les activités de redressement.

Dans l'ensemble, les méthodes de ciblage se sont améliorées et les données issues de l'analyse de vulnérabilité et de cartographie ont été appliquées pour le ciblage géographique. Ces données doivent cependant être affinées pour permettre, dans chacune des zones ciblées,



l'identification des populations les plus vulnérables. Dans un contexte de diminution des contributions des donateurs, le PAM se doit d'établir des critères de sélection propres à identifier les populations ayant le plus grand besoin d'aide alimentaire.

Le système de suivi et d'évaluation a connu une évolution positive et représente une assise solide pour mener efficacement la collecte et le stockage des données. Toutefois, il continue d'être mis en oeuvre séparément de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, et rend compte principalement des résultats à court terme, sans analyser suffisamment les résultats à plus long terme par rapport aux objectifs. Le système de suivi et d'évaluation doit également faire l'objet d'améliorations supplémentaires de manière à pouvoir fournir des informations utiles en matière de logistique et de gestion.

Les stratégies de secours et de redressement mises en oeuvre étaient adaptées au contexte local. Toutefois, l'insuffisance des services techniques et le manque d'appui financier fournis par le gouvernement a nui à certaines activités prolongées de secours et de redressement et les opérations spéciales mises en place pour les appuyer. D'autres problèmes ont été relevés, tels que le nombre insuffisant de partenaires d'exécution expérimentés, surtout dans les villages reculés, et les difficultés rencontrées pour atteindre les populations affectées en raison de l'insécurité et des règles de sécurité imposées par les Nations Unies. L'évaluation a conclu que les populations vulnérables étaient presque exclusivement tributaires de l'aide alimentaire du PAM et que les activités étaient efficaces. Il a été impossible, en raison de l'insuffisance des données disponibles sur la mortalité, la morbidité et le statut nutritionnel, de savoir dans quelle mesure le PAM avait atteint ses principaux objectifs.

Le PAM a généralement fait preuve d'efficacité, touchant un nombre important de bénéficiaires en dépit des ruptures d'approvisionnement, des retards de livraison et des écarts enregistrés entre les chiffres prévisionnels et effectifs. Le nombre de partenaires et d'activités mises en oeuvre par le PAM a été excessif, en particulier dans un contexte de coupes budgétaires et de réduction de personnel.

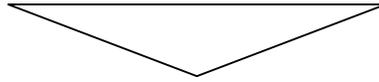
Le PAM a éprouvé des difficultés à assurer la jonction entre les mesures d'urgence à court terme et les efforts de redressement à plus long terme. En l'absence d'une stratégie de retrait à moyen terme pour le transfert des responsabilités aux autorités angolaises, le gouvernement n'a été impliqué que de façon marginale dans les programmes du PAM. L'engagement technique et financier insuffisant du gouvernement n'a pas permis aux activités du PAM de contribuer pleinement à un redressement durable.

Le PAM a tenté d'assurer la protection des bénéficiaires, mais la tâche s'est révélée sans cesse plus complexe, mettant en jeu la prévention de la discrimination dans le cadre des programmes d'aide, l'accès aux services de base et la protection du régime foncier et des droits de propriété.

Peu de partenaires d'exécution connaissaient bien les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. Les femmes participent généralement peu aux prises de décision et aux activités et les besoins des ménages dirigés par les femmes sont insuffisamment pris en considération: autant de questions qui exigent une analyse et des mesures supplémentaires.



## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil d'administration prend note des recommandations figurant dans le rapport d'évaluation intitulé "Portefeuille d'activités en Angola" (WFP/EB.2/2005/6-B) et des mesures prises par la direction comme indiqué dans l'annexe, et incite à donner suite à ces recommandations, en tenant compte des vues formulées par les membres du Conseil durant les débats.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



## INTRODUCTION

1. L'assistance apportée par le PAM aux populations affectées par la guerre civile en Angola depuis le milieu des années 70 a fait alterner aide de secours et aide au redressement par le biais d'opérations d'urgence et d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR). Chaque année, 1,6 million de tonnes de vivres ont été fournies à 1,1 million de personnes en moyenne, ce chiffre atteignant même une pointe de 2 millions entre 1993 et 1995.
2. En septembre 2001, une évaluation des activités du PAM réalisée par le Bureau de l'évaluation a engagé le bureau de pays du PAM en Angola à: i) déterminer les objectifs généraux et clarifier les lignes directrices des programmes; ii) établir une stratégie de redressement souple et à assise locale applicable aux activités vivres-contre-travail; et iii) élaborer une méthode de programmation souple qui permette tant un élargissement rapide des activités de redressement qu'un retour à des activités visant à sauver des vies humaines, selon que de besoin.
3. La présente évaluation de portefeuille couvre les opérations qui se sont déroulées en partie simultanément entre janvier 2002 et décembre 2004, à savoir trois IPSR et cinq opérations spéciales. L'instauration de la paix en 2002, ouvrant la voie au retour de quatre millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Angola (PDI) et de rapatriés provenant des pays voisins, a eu pour conséquence au cours des années suivantes une insécurité généralisée, des déplacements massifs de population et une situation d'insécurité alimentaire inquiétante diffuse dans le pays tout entier. Une reprise insuffisante du secteur agricole a provoqué des épisodes de famine aiguë entre la fin de l'année 2002 et le début de l'année 2003.
4. Les dépenses opérationnelles du PAM sont passées de 109 millions de dollars en 2002 à 145 millions en 2003 pour redescendre à 79 millions en 2004. Les distributions alimentaires ont suivi la même tendance: 141 000 tonnes en 2002<sup>1</sup>, 194 000 tonnes en 2003<sup>2</sup> et 119 000 tonnes en 2005<sup>3</sup>.
5. Le nombre de bénéficiaires a fluctué en fonction des besoins identifiés et de l'accessibilité. En 2003, le nombre moyen mensuel de bénéficiaires recevant une assistance s'établissait à deux millions<sup>4</sup>. Les populations visées par les distributions générales d'aide alimentaire à des fins de réinstallation constituaient la part la plus importante des bénéficiaires, avec une moyenne mensuelle de 79 pour cent, répartis entre les distributions d'urgence (25 pour cent) et l'assistance aux PDI et aux réfugiés (54 pour cent). Les bénéficiaires des programmes d'urgence nutritionnels et sociaux représentaient 6 pour cent de la moyenne mensuelle totale, les bénéficiaires des VCT et VPF entreprises à des fins de redressement représentant les 15 pour cent restants. En 2004, le nombre moyen de bénéficiaires s'est établi à 1,2 million<sup>5</sup> de personnes. Les bénéficiaires des distributions générales ont représenté 71 pour cent du total et les groupes vulnérables bénéficiaires de

<sup>1</sup> Le chiffre cité dans le rapport normalisé sur les projets inclus 61 000 tonnes de l'IPSR 10054.00 et 80 000 tonnes de l'IPSR 10054.01.

<sup>2</sup> Chiffre du rapport normalisé sur les projets: 194 000 tonnes de l'IPSR 10054.01 exclusivement.

<sup>3</sup> Chiffre du rapport normalisé sur les projets: 50 000 tonnes au titre de l'IPSR 10054.01, 69 000 tonnes au titre de l'IPSR 10054.02.

<sup>4</sup> Rapport Dacota 2003 — IPSR 10054.00.

<sup>5</sup> Rapport Dacota 2004 — IPSR 10054.01.



programmes d'alimentation ciblés ont constitué moins de 4 pour cent. La part des bénéficiaires des activités VCT et VPF s'est légèrement accrue pour atteindre 16 pour cent.

6. Les principaux objectifs fixés pour l'évaluation étaient d'évaluer le portefeuille, de présenter une analyse des résultats appuyée sur des éléments tangibles et de proposer des améliorations à apporter aux opérations. L'évaluation s'est concentrée sur les domaines suivants:
  - a) **les stratégies de secours et de redressement, la coordination et les partenariats**, au moyen d'une méthodologie d'analyse des problèmes et tenant compte du caractère évolutif de la situation;
  - b) **le ciblage**, au moyen d'une méthodologie d'analyse des besoins et de la vulnérabilité et tenant compte de l'évaluation thématique qui sera conduite prochainement sur le sujet du ciblage; et
  - c) **le système de suivi**, tenant compte des évaluations des besoins et de la vulnérabilité, et des processus de mise en œuvre, ainsi que de la nécessité de prendre des décisions sur la base d'informations fiables.
7. Les quatre critères examinés étaient les suivants: la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'interconnexion. Deux problématiques transversales également étudiées concernaient la protection en relation avec la fourniture d'une aide alimentaire et la problématique hommes-femmes dans le cadre des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes<sup>6</sup>. L'éducation de base, la prévention et l'atténuation de l'impact du VIH/sida ont reçu une attention particulière. L'évaluation s'est penchée sur les aspects opérationnels et de gestion uniquement dans la mesure où ceux-ci pouvaient entraver la réalisation des objectifs du PAM.

## STRATEGIES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT, COORDINATION ET PARTENARIATS

### Secours

8. Les efforts réalisés par le PAM pour porter secours à un nombre important de personnes souffrant de la faim dans un laps de temps très court ne sauraient être sous-évalués. Le PAM a fait preuve de souplesse opérationnelle dès qu'il a pu avoir accès à des régions reculées précédemment inaccessibles et lorsqu'il a dû, devant le nombre croissant de personnes nécessitant une assistance, augmenter rapidement le nombre de sites de distribution de l'aide de secours. La stratégie de l'IPSR prévoyait une flexibilité suffisante pour faire face à des besoins d'urgence considérables, mais seulement dans la limite des moyens existants.
9. L'évaluation a établi qu'au moyen de distributions régulières d'aide alimentaire aux populations vulnérables affectées par la guerre (PDI, rapatriés et populations-hôtes ne disposant d'aucune autre source d'alimentation) le PAM avait largement atteint l'objectif, qui lui était fixé de sauver des vies humaines. Durant la période couverte par l'évaluation, les organismes d'aide de secours ont collecté peu de données démographiques en particulier relatives aux taux de mortalité et de morbidité. Il existe peu d'éléments tendant à prouver que le PAM a atteint son objectif de sauver des vies humaines, mais les

<sup>6</sup> Les engagements renforcés du PAM à l'égard des femmes sont présentés dans la politique du PAM concernant la problématique homme-femme (WFP/EB.3/2002/4-A).



informations obtenues permettent généralement d'arriver à cette conclusion. Les ruptures d'approvisionnement alimentaire, l'insuffisance des ressources financières et un ciblage inadéquat ont constitué autant d'entraves au bon approvisionnement des populations ciblées. Certaines communautés isolées n'ont pas reçu l'assistance dont elles avaient besoin. Le personnel du PAM et ses partenaires d'exécution n'ont pu se rendre dans de nombreuses régions du pays car routes et ponts étaient détruits, et parce que l'insécurité et les règles de sécurité des Nations Unies interdisaient l'accès au personnel humanitaire.

## Redressement

10. En 2004, le nombre de personnes extrêmement vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire ayant considérablement baissé, la population à risque a elle-même diminué. Pour la première fois, le personnel humanitaire a pu pénétrer dans certaines régions restées interdites pendant plusieurs dizaines d'années, et apporter une assistance à d'autres personnes dans le besoin pour les aider à rebâtir leur vie. Le passage des secours au développement a été entravé par l'infrastructure, les exigences rédhitoires du processus de déminage et les pertes en capital humain. Il a cependant été possible, pour la première fois, d'améliorer les moyens de subsistance, de développer les compétences et de mettre en oeuvre des solutions durables.
11. Le PAM a renforcé ses capacités d'évaluation de la vulnérabilité au moyen de l'Analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) qui lui permet d'identifier les zones à risque et de disposer de données concrètes pour orienter les efforts de redressement. En 2004, au fur et à mesure que l'accès aux zones reculées et que les conditions de sécurité s'amélioraient, le nombre de personnes réinstallées a connu une nette augmentation dans les régions montagneuses du centre du pays. Au cours de cette même année, le PAM a commencé à concentrer ses efforts sur cette région très fortement exposée à l'insécurité alimentaire. Les stratégies d'intervention passaient par la mise en oeuvre d'un certain nombre de filets de protection sociale comprenant des programmes de nutrition et de santé, ou encore des programmes d'alimentation scolaire destinés à créer un environnement propice à l'apprentissage des enfants. Les activités VCT et vivres pour la création d'actifs (VCA) ont été mises en place en tenant compte des priorités stratégiques contenues dans le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDAF).
12. Le raffermissement de la monnaie, le ralentissement de l'inflation<sup>7</sup> et une croissance de 10 pour cent du produit intérieur brut en 2004 signalèrent le début de la stabilisation économique du pays. En revanche, les indicateurs sociaux ne connurent pas d'amélioration, en raison du manque d'infrastructure et de l'insuffisance des services sociaux<sup>8</sup>. En dépit de l'abondance des ressources naturelles et du revenu considérable qu'elles pourraient représenter, le gouvernement n'a pas su affecter un budget suffisant au secteur social. Toutefois, même si l'enveloppe budgétaire avait été adéquate, les ressources humaines nécessaires auraient fait défaut pour mettre en oeuvre les services sociaux requis.
13. Au moment où l'évaluation a été conduite, les donateurs hésitaient à financer des projets d'infrastructure lourde et de développement à long terme, estimant que le gouvernement tirait un revenu considérable de l'exploitation de ses ressources naturelles. Un certain nombre de donateurs avaient le sentiment que, dans ces conditions, l'aide alimentaire ne pouvait représenter une solution et, partant, ont revu à la baisse leurs contributions ou les

<sup>7</sup> *The Economist Intelligence Unit*, rapport de pays, décembre 2004.

<sup>8</sup> *Human Rights Watch*. 2004. *Some Transparency, No Accountability: The Use of Oil Revenue in Angola and Its Impact on Human Rights*. New York.



ont suspendues<sup>9</sup>. Ils ont fait part de leurs frustrations à l'égard de l'incapacité du gouvernement de subvenir aux besoins alimentaires de la population en dépit de la manne pétrolière<sup>10</sup>. Le PAM a vu les contributions de ses donateurs, en espèces et en produits, chuter dramatiquement<sup>11</sup>. En l'absence de soutien financier de la part du gouvernement aux programmes de redressement, et alors que l'aide humanitaire s'épuise peu à peu, les populations angolaises les plus vulnérables se trouvent confrontées à une situation d'extrême précarité.

14. La présente IPSR prévoyait une distribution de 228 000 tonnes de produits alimentaires en 2004 et de 171 000 tonnes de produits en 2005, mais seule la moitié des quantités requises a pu être obtenue en 2004. La couverture de la plupart des programmes de l'IPSR a été réduite; le PAM s'est concentré sur les analyses de vulnérabilité et s'est attaché à mettre en oeuvre des activités de redressement plutôt que des activités de secours<sup>12</sup>. L'amélioration de la production agricole a été lente, notamment en raison de la pauvreté des sols et d'un accès limité aux intrants productifs (traction animale, semences et engrais). L'insuffisance des services de vulgarisation a également constitué un frein important à la relance de la production.

### Coordination et partenariats

15. La contribution du PAM aux activités humanitaires de secours et de redressement se voulait complémentaire de celle du gouvernement, des autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) opérant dans les régions déficitaires en vivres. Dans un grand nombre de zones reculées, les compétences techniques limitées du peu d'organisations humanitaires présentes sur place ont eu un impact négatif sur l'efficacité générale de l'assistance apportée par le PAM. Compte tenu de la baisse des contributions des donateurs, il est devenu impératif que le PAM mette en place un véritable partenariat avec le gouvernement et plaide pour une participation financière majeure de celui-ci aux activités de redressement.

### Santé et nutrition

16. La malnutrition est le résultat i) du manque d'aliments nutritifs et d'eau potable; ii) de services de santé et d'hygiène inadéquats; iii) de l'insuffisance des traitements de déparasitage; iv) du manque de soins portés aux jeunes enfants, aux personnes âgées et aux malades; et v) du taux élevé de maladies infectieuses et de parasitoses. Il aurait fallu pour pallier ces problèmes conclure des accords de partenariat, mais cela n'a pas toujours été possible. Dans la plupart des cas, très peu d'activités ont pu être réalisées dans le domaine de la santé en raison des faibles compétences techniques disponibles, d'un nombre trop limité d'agents sanitaires gouvernementaux et d'une insuffisance de fonds.
17. La décentralisation des responsabilités et des ressources mise en oeuvre par le gouvernement a entravé la coordination dans une grande partie du pays. Le gouvernement n'a pas encore formulé de politique nationale en matière de nutrition et ne dispose toujours pas de plan d'action ou de politique en matière d'aide alimentaire. Le pays ne dispose pas

<sup>9</sup> *Human Rights Watch*. 2005. *Coming Home: Return and Reintegration in Angola*. New York.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Il est recommandé de préparer une stratégie de redressement comme base des activités de l'IPSR dans le document "De la crise au redressement" (WFP/EB.A/98/4-A), et dans le document du PAM de 1999. *Protracted Relief and Recovery Operations: Guidelines for the Preparation of a PRRO*. Rome.



de système d'information sur la nutrition et la santé et le peu de données disponibles n'est pas fiable ou n'est représentatif que de zones géographiques limitées. Le PAM n'a pas évalué l'impact des programmes d'alimentation thérapeutique et complémentaire sur l'amélioration de l'état nutritionnel. Les interventions du PAM ont contribué à la réalisation des objectifs fixés en matière nutritionnelle, essentiellement en réduisant la malnutrition aiguë<sup>13</sup> plutôt que la malnutrition chronique<sup>14</sup>, mais cette contribution n'a pu être quantifiée.

18. Le sel iodé, qui fait partie intégrante des rations générales, a manqué durant au moins deux mois au début de l'année 2005, en raison de difficultés survenues au stade des achats. L'absence de sel iodé sur le marché, dans les villes et en milieu rural, conjuguée à la faiblesse du pouvoir d'achat de la plupart des Angolais a eu des conséquences sérieuses étant donné la prévalence élevée de troubles dus aux carences en iode. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ayant vainement tenté de promouvoir la supplémentation en iode du sel au niveau local, le PAM a dû veiller aux achats et à la distribution de ce produit.
19. La pellagre, qui est le résultat d'une carence en micronutriments<sup>15</sup> due à un régime à base de maïs, a constitué un problème important pour la province de Bié. Une meilleure planification et un suivi plus précis des rations alimentaires et de l'état nutritionnel auraient probablement pu prévenir la résurgence de cette maladie. Cette expérience, riche en enseignements, a toutefois permis de mieux comprendre comment traiter les flambées de pellagre à grande échelle et comment les éviter à l'avenir.
20. En 2004, le PAM a mis en oeuvre 60 projets sous forme d'activités VPF<sup>16</sup> au titre du programme sur le VIH/sida afin d'améliorer les connaissances des communautés et de les sensibiliser à la maladie. À la fin de l'année, 8 000 bénéficiaires avaient reçu 65 millions de tonnes d'aide alimentaire. Toutefois, les programmes sur le VIH/sida ont été entravés par un certain nombre de facteurs, parmi lesquels le manque de clarté concernant le mode de rétribution des *activistas*<sup>17</sup> (en espèces ou par le biais de rations alimentaires) ou la requête, une fois la formation achevée, de contributions volontaires destinées aux sessions d'orientation. Dans certains cas, les partenaires d'exécution et les bénéficiaires ont estimé que les messages véhiculés sur le VIH/sida prêtaient à controverse, et plusieurs problèmes de nature culturelle ou religieuse se sont posés lorsqu'il s'est agi de promouvoir l'utilisation du préservatif.
21. Au début de l'année 2005, une seule clinique à Luanda proposait des tests de dépistage du VIH et des thérapies. Un système de distribution d'antirétroviraux à l'échelle nationale était en cours d'élaboration. Le PAM n'avait pas encore mis en place de programme d'appui aux personnes vivant avec le VIH/sida, mais prévoyait une distribution alimentaire pendant une durée de quatre à six mois suivie par des activités VPF et VCT. Les programmes visant à atténuer la transmission du VIH de la mère à l'enfant pendant la grossesse et l'accouchement n'étaient pas suffisamment au point et aucune activité n'avait

<sup>13</sup> Malnutrition aiguë (émaciation) ou poids pour la taille - pertes ou gains de poids récent (*Food and Nutrition Handbook*, édition 2003).

<sup>14</sup> Malnutrition chronique (retard de croissance), ou rapport poids/âge (*Food and Nutrition Handbook*, édition 2003).

<sup>15</sup> Pellagre: carence en niacine due à un régime alimentaire essentiellement à base de maïs (*Food and Nutrition Handbook*, édition 2003).

<sup>16</sup> "HIV/AIDS Plan Interventions Monitoring Report", PAM Angola: novembre 2004.

<sup>17</sup> Les agents chargés des activités de sensibilisation au VIH/SIDA sont appelés "*activistas*".



été mise en oeuvre au cours de la période étudiée par l'évaluation. Le PAM prévoyait d'inclure des personnes vivant avec le VIH/sida dans l'un de ses programmes d'alimentation scolaire en cours et dans d'autres activités d'aide alimentaire.

### **Vivres-contre-travail et vivres pour la création d'actifs**

22. La plupart des programmes VCT se limitaient à des distributions de vivres en échange d'un travail fourni, au lieu de réaliser des activités durables pour améliorer les moyens de subsistance.
23. L'évaluation a constaté que de nombreuses activités VCT et VPA, parmi lesquelles la construction de routes, d'écoles et d'antennes sanitaires, l'entretien de terrains d'aviation et le renforcement des compétences, ne répondaient que partiellement aux besoins identifiés. À titre d'exemple, les salles de classe et les dispensaires visités par l'équipe d'évaluation à Ganda, Cachinbango et Kunge étaient de qualité médiocre ou restés partiellement inachevés. Les résultats enregistrés pour les activités VCT et VPA ont été affaiblis par le rôle limité et la faible présence du gouvernement<sup>18</sup>, conjugués à l'insuffisante participation financière de ce dernier dans les services de base et au manque de compétences techniques et de présence du PAM et de ses partenaires. À toute activité de redressement mise en oeuvre par le PAM doit correspondre une stratégie de retrait à moyen terme et des programmes de renforcement de l'autosuffisance et de la résistance aux chocs par le biais d'activités VCT et VPA.

### **Vivres pour la formation et alimentation scolaire**

24. Les programmes d'alimentation scolaire et d'appui à l'éducation primaire ont fourni l'occasion d'une plus large participation communautaire aux opérations de développement, aux initiatives de réconciliation nationale, aux interventions de soutien à l'assiduité scolaire ainsi qu'à la recherche de solutions aux problèmes nutritionnels. Le programme d'alimentation scolaire, au même titre que d'autres initiatives dans le secteur de l'éducation, a été entravé par la faiblesse de l'appui gouvernemental, des contributions financières et de la motivation, ainsi que par les insuffisances des partenaires d'exécution. L'absence d'accords formels entre le PAM, le gouvernement et les autres organismes impliqués dans l'éducation de base ont limité la durabilité des résultats dans ce domaine. Des accords tripartites auraient permis de jeter les bases d'une plus vaste collaboration intersectorielle, en particulier dans les domaines de l'adduction d'eau et de l'assainissement, de la santé, de la nutrition et du développement communautaire. Une étude des expériences précédentes en matière d'alimentation scolaire a également été recommandée avant tout élargissement de ce programme.
25. Malgré le dévouement du personnel du PAM, l'appui technique aux programmes d'alimentation scolaire s'est révélé insuffisant. Un appui spécialisé supplémentaire a été jugé nécessaire pour renforcer les compétences et les connaissances du personnel en place, et pour aider au recrutement de consultants extérieurs.

### **Opérations spéciales**

26. L'accès limité à de larges portions du territoire a handicapé les activités de redressement. La réfection ou la construction de routes et de ponts et des opérations de déminage à grande échelle ont toutefois grandement amélioré l'accessibilité par route et réduit les coûts

---

<sup>18</sup> Les agronomes du PAM ont toutefois joué un rôle décisif dans la viabilité d'un projet agricole communautaire au Mexique.



de transport. En dépit de l'état toujours médiocre, voire dangereux, des routes et des ponts, la proportion des vivres transportés par avion est tombée de 15 à 10 pour cent en 2004, tandis que les améliorations apportées au réseau routier et aux ponts grâce aux opérations spéciales permettaient un meilleur accès aux régions reculées. Entre 2002 et 2004, la proportion de produits alimentaires transportés par route est passée de 70 à 90 pour cent alors que celle du transport aérien enregistrait une baisse de 30 à 10 pour cent.

27. Pour faire face à la nécessité croissante d'assurer un accès rapide et efficace aux populations ciblées, le PAM a renforcé ses capacités et celles de ses partenaires pour améliorer l'évaluation de la vulnérabilité et renforcer l'apport d'aide alimentaire et non alimentaire ainsi que le suivi des activités. En permettant l'accès à des zones restées isolées pendant la durée du conflit, le service aérien commun mis en place par les Nations Unies pour le transport de passagers a facilité le retour des réfugiés, des PDI, des ex-soldats rebelles et de leurs familles. L'ouverture de nouvelles routes aériennes a permis au PAM de conduire des analyses de la vulnérabilité dans les régions nouvellement accessibles, d'identifier de nouveaux besoins d'aide alimentaire, et de renforcer ainsi l'efficacité de ses opérations.
28. Le PAM et ses partenaires se sont accordés sur le choix des destinations desservies par le service aérien commun pour le transport de passagers, mais aucun lien tangible n'a pu être établi entre l'existence du service et une amélioration de l'assistance humanitaire ou du ciblage. Les rapports normalisés sur les projets contenaient essentiellement des informations concernant les produits et les résultats tels que le nombre d'entités, d'utilisateurs, de destinations et d'évacuations médicales effectuées<sup>19</sup>. Les documents du PAM, quant à eux, offraient une analyse spécifique de la phase actuelle du service de transport de passagers démontrant, dans une certaine mesure, qu'il permettait d'accéder aux régions reculées de manière efficace.
29. De l'avis de nombreux partenaires d'exécution et d'utilisateurs, le service aérien de transport de passagers a amélioré l'accès et la qualité des informations disponibles, ce qui a permis à la direction de prendre des décisions mieux informées. Le PAM n'a toutefois pas été en mesure de fournir des preuves tangibles étayant ces affirmations. Le PAM n'a pas davantage procédé à une analyse coûts-bénéfices, qui aurait permis d'établir le coût de la fourniture du service. Le PAM aurait pu saisir cette occasion pour déterminer si certaines routes étaient plus avantageuses que d'autres, mais aucune comparaison n'a été établie entre la situation prévalant dans les régions nouvellement accessibles et la situation de celles déjà accessibles par le passé.

## Ciblage

30. Les catégories de bénéficiaires définies en fonction des degrés de vulnérabilité au niveau régional se sont révélées moins pertinentes à mesure que les différents groupes de population s'intégraient davantage entre eux. Outre le degré de vulnérabilité au regard de l'accès à l'alimentation, la définition de la vulnérabilité se devait de prendre en compte la composition, la situation économique et l'état nutritionnel et sanitaire des ménages. Les critères de sélection et les indicateurs ACV ont servi au ciblage géographique mais n'ont pas été utilisés de façon systématique pour la sélection des bénéficiaires dans certaines zones. En raison de la diminution des contributions des donateurs, le PAM s'est vu dans l'obligation de recourir de plus en plus souvent aux communautés elles-mêmes pour définir les critères de sélection servant au ciblage.

---

<sup>19</sup> Le rapport normalisé sur les projets a noté que 20 000 passagers ont été transportés en 2002. Ce chiffre a doublé en 2003 et est revenu au niveau de 2002 en 2004.



31. Les conditions de réinstallation des PDI n'ont pas été conformes aux normes fixées par la communauté internationale et par le gouvernement. Le rythme des rapatriements de réfugiés s'est révélé plus lent que prévu: 50 000 personnes n'ont pas regagné leur région d'origine et n'ont reçu aucune aide alimentaire en raison de la cessation graduelle des programmes de réinstallation. D'autres communautés démunies n'ont pu être assistées en raison d'incohérences politiques ou opérationnelles, de l'inadéquation des méthodes de ciblage ou de l'impossibilité d'accéder à certaines zones.
32. En réponse à l'important exode rural intervenu au cours de la période couverte par l'évaluation, le PAM devrait également se pencher sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en zone urbaine, une question complexe qui nécessite mûre réflexion et des mesures importantes.

### Suivi et évaluation

33. La constante amélioration du système de suivi et d'évaluation a permis de constituer une base solide pour la collecte et le stockage des données. Toutefois, le système semble opérer indépendamment de l'ACV et des activités de programmation et de gestion. Les informations générées par le système de suivi et d'évaluation sont utilisées presque exclusivement pour l'établissement de rapports. Le système ne fournit aucune information sur les résultats à plus long terme tels que l'analyse des performances, même si le bureau de pays a pu bénéficier régulièrement de travaux d'analyse de la vulnérabilité.
34. Une relation plus étroite entre l'ACV et le système de suivi et d'évaluation donnerait une autre dimension aux rapports existants et à l'analyse des résultats. Les analyses de vulnérabilité devraient fournir des informations sur les indicateurs de résultats à long terme tels qu'ils sont décrits dans le "*Corporate Indicator*" *Compendium*. De la même façon, le degré de réalisation des objectifs fixés dans le plan de travail précédent aurait pu être mesuré au moyen d'évaluations internes, et des enseignements auraient pu être tirés pour le prochain plan de travail. Le PAM devrait améliorer sa capacité à mesurer ses performances en termes de résultats à plus long terme, et procéder à des évaluations internes régulières dans le but de renforcer la qualité de sa planification et de sa programmation.
35. Le bureau de pays utilise un système de gestion des données basé sur les logiciels Access et Excel offrant un accès aisé et rapide à toutes les informations requises et une flexibilité suffisante pour générer différents types de rapports suivant les besoins. Les qualités du système seraient encore renforcées si ce dernier capturait davantage de données ayant trait aux résultats à plus long terme et si un personnel plus nombreux était formé à son utilisation.
36. Le suivi de l'IPSR repose sur un cadre logique qui n'utilise pas les indicateurs normalisés par le PAM. Cette situation a limité la portée des rapports établis par le bureau de pays concernant les résultats à long terme liés aux Priorités stratégiques du PAM. Des décalages importants existent entre les compétences des différents partenaires d'exécution en matière de suivi et d'établissement de rapports. Le système de suivi n'a pas permis de bien effectuer l'analyse des progrès accomplis dans la réalisation des résultats à plus long terme par i) le peu d'informations fourni par les partenaires d'exécution; ii) l'insuffisance des données de référence; et iii) la faible demande interne pour ce type d'analyse.
37. Dans les accords conclus entre le PAM et ses partenaires d'exécution, les obligations concernant le suivi et l'établissement de rapports semblaient sortir du cadre des obligations normales et les fonds prévus à cet effet étaient insuffisants. En conséquence, certaines parties de rapports n'ont pu être établis au vu des faibles capacités et du manque de ressources des partenaires. Compte tenu de la multiplicité des interventions et des partenariats, il est peu probable que les partenaires d'exécution transmettent à l'avenir des



rapports plus précis et plus respectueux des échéances. Les responsables du suivi de l'aide alimentaire sur le terrain ont consacré une part moins importante de leur temps au suivi proprement dit qu'aux questions de distribution, d'identification des activités et de formulation des projets. Travaillant dans des conditions extrêmement difficiles, ils disposaient de très peu de moyens pour s'assurer de la qualité du travail des partenaires d'exécution.

38. L'approche reposant sur la gestion axée sur les résultats a apporté des améliorations au système de suivi actuel. Elle a facilité l'établissement des rapports et a incité le personnel du PAM et ses partenaires à se pencher davantage sur les effets de l'aide alimentaire et à s'inspirer de l'analyse des résultats à plus long terme pour donner un tour plus stratégique à leurs décisions.

### Protection

39. Le PAM a su assurer la protection des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Le personnel et la direction ont connaissance des exigences de protection liées aux menaces de violences. En revanche, les mesures de protection spécifiquement liées à la problématique de l'aide alimentaire ont fait l'objet d'une application irrégulière. Les questions de protection en Angola sont complexes et comprennent la non discrimination dans les programmes d'assistance, l'accès aux services de base et la protection des droits de propriété et des droits fonciers. La plupart du personnel du PAM n'avait pas conscience de l'impact qu'il pouvait avoir au regard de la protection des bénéficiaires. Beaucoup n'avaient pas non plus réalisé combien certains critères de protection pouvaient influencer les décisions stratégiques.

### Problématiques hommes-femmes

40. Les femmes en Angola contribuent de plus en plus au redressement du pays par le biais d'activités économiques formelles ou informelles. Leur absence dans les postes décisionnels importants est cependant notoire. L'équipe d'évaluation a constaté que les femmes occupaient souvent des postes subalternes, ce qui était peut-être le reflet de valeurs et de comportements culturels bien ancrés qui voudraient que les femmes se bornent à s'occuper de leurs enfants et de leur famille ou à travailler dans les champs. Le statut d'infériorité des femmes et leur absence virtuelle de la sphère gouvernementale ou des postes de direction des agences humanitaires sont peut-être le résultat de leur faible niveau d'éducation et d'un taux d'alphabétisation qui n'atteint que la moitié de celui des hommes<sup>20</sup>. Le degré élevé d'insécurité régnant sur le terrain explique aussi le nombre relativement limité de femmes employées par le gouvernement, le PAM ou les ONG sur le terrain.
41. Les activités liées à la problématique hommes-femmes ont compté une consultation sur les directives des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes et un atelier de formation aux enquêtes de référence sur ces Engagements en 2003. Les programmes de redressement ont compté des femmes parmi leurs bénéficiaires mais ont insuffisamment mis l'accent sur les activités prioritaires pour les femmes telles que l'alphabétisation, la formation professionnelle et les activités génératrices de revenus. Ni le PAM, ni ses partenaires n'ont cherché à remédier à l'absence de parité dans la prise de décision ou pris en compte les besoins spécifiques des ménages dirigés par des femmes. Les autorités gouvernementales et les partenaires d'exécution se sont révélés peu familiers avec la politique du PAM en matière d'Engagements renforcés en faveur des femmes et auraient

<sup>20</sup> Les taux d'alphabétisation en Angola sont de 56 pour cent pour les hommes et de 28 pour cent pour les femmes (*US Government/CIA World Factbook*, janvier 2005).



pu tirer profit d'informations et de conseils supplémentaires en la matière. Une formation additionnelle sur la problématique hommes-femmes dispensée au personnel du PAM, à ses partenaires et aux homologues gouvernementaux aurait pu faciliter l'intégration naturelle de cette problématique dans les programmes du PAM.

## **PERTINENCE, EFFICACITE, EFFICIENCE ET INTERCONNEXION**

### **Pertinence**

42. Au cours de ces trois dernières années, l'appui du PAM en Angola a évolué en raison des besoins changeants des populations vulnérables et d'un accès amélioré aux personnes les plus démunies. En dépit des nombreuses contraintes qui ont empêché le PAM de réagir avec toute l'intensité nécessaire ou de façon suffisamment spécifique, les évaluateurs ont jugé que les programmes du PAM restaient hautement pertinents. La priorité stratégique (PS) 1 —sauver des vies humaines— a perdu de sa pertinence en Angola en raison de la transition opérée vers des stratégies de redressement durable, de l'accent placé sur le développement et de l'amélioration récente des indicateurs sociaux. Il aurait fallu, en revanche, mettre l'accent sur la PS 5, qui préconise le renforcement des capacités gouvernementales et souligne la nécessité de formuler des stratégies de retrait.

### **Efficacité**

43. L'évaluation a déterminé que, dans une certaine mesure, les principaux objectifs du PAM qui sont de sauver des vies humaines et de préserver ou améliorer l'état nutritionnel avaient été atteints. Bien que les rapports ne contiennent aucun élément de preuve tangible en ce sens, il a été clairement établi que les populations vulnérables étaient exclusivement tributaires de l'aide alimentaire du PAM pendant pratiquement toute la période visée par l'évaluation. Compte tenu de la dépendance de certains groupes à l'égard de l'aide alimentaire extérieure, il est également probable que des bénéficiaires aient souffert lorsque les ressources alimentaires étaient insuffisantes, ou lorsque des ruptures d'approvisionnement se sont produites.
44. La conception des programmes s'est améliorée au cours de la période visée par l'évaluation, suivant en cela le passage des distributions de secours d'urgence aux activités de redressement ciblées visant à satisfaire les besoins spécifiques des groupes vulnérables. Les IPSR du PAM reposaient sur plusieurs hypothèses, à savoir la disponibilité de partenaires d'exécution compétents, la fourniture d'articles non alimentaires en quantité suffisante et l'existence d'activités complémentaires destinées à faire face aux causes premières de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
45. Dans un grand nombre de cas, ces hypothèses ne se sont pas vérifiées. À titre d'exemple, le PAM n'a pas évalué de façon systématique les performances des partenaires d'exécution. Pour améliorer l'efficacité de ses programmes, le PAM aurait dû conclure un nombre moins important d'accords avec des partenaires d'exécution plus solides et plus compétents, mais il est vrai que ces partenaires n'étaient pas disponibles. Les effets positifs d'activités telles que les programmes d'alimentation scolaire et d'alimentation thérapeutique ont été limités par un appui insuffisant et le manque d'intrants. À titre d'exemple, il aurait été souhaitable de tirer parti des longues périodes pendant lesquelles les bénéficiaires se trouvaient confinés dans des centres pour encourager le développement au moyen de formations en matière de santé, d'hygiène, d'alphabétisation, de génération de revenu et d'acquisition de compétences. L'impact des programmes d'alimentation scolaire aurait été grandement accru si des activités de promotion de la santé et de l'hygiène avaient été mises



en place, notamment la sensibilisation au fait qu'il faille se laver les mains, ou la distribution de comprimés vermifuges.

46. Les résultats escomptés n'ont parfois pas été clairement définis, particulièrement en ce qui concernait les nouvelles initiatives telles que les activités de prévention du VIH/sida. Le PAM aurait également dû se donner les moyens de mesurer, de manière concrète et à moindre coût, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs qualitatifs.
47. Le PAM a grandement contribué à enrichir la coordination des interventions d'aide humanitaire en collaboration avec le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Équipe de pays des Nations unies (UNCT), les organismes gouvernementaux, les ONG et les donateurs. Les départements d'éducation provinciaux ont été chargés de la coordination des programmes d'alimentation scolaire, servant ainsi de modèle pour d'autres échelons administratifs.

## Efficiences

48. Les quantités de vivres distribuées et le nombre de bénéficiaires ont presque toujours été inférieurs aux objectifs fixés. Le programme a connu plusieurs périodes critiques au cours desquelles seuls 60 à 75 pour cent des besoins ont été satisfaits et moins de 15 pour cent des bénéficiaires prévus ont été atteints. Les distributions ont atteint les volumes prévus en de rares occasions en 2002, une seule fois en 2003, et pendant plusieurs mois en 2004. Le PAM n'a atteint le nombre de bénéficiaires prévus qu'une seule fois, au début de l'année 2002. Le nombre des bénéficiaires a connu une pointe de 1,6 million en septembre 2003, suivant un creux de 190 000 enregistré en mai 2003 de la même année.
49. Les accords conclus entre le PAM et ses partenaires et l'éventail varié d'activités de secours et de redressement mises en œuvres ont considérablement accru les charges financières et de gestion du PAM, particulièrement en termes d'administration, de supervision, de suivi et de logistique. En Angola, assurer la mise en œuvre de projets de qualité optimale à faible coût s'est révélée une tâche quasiment impossible en raison du nombre élevé de partenaires et du vaste champ des activités menées dans des zones géographiques très diverses. Les effectifs du PAM ont également été réduits d'un tiers en raison de contraintes budgétaires, créant ainsi un manque de personnel alors même que les activités de redressement devenaient plus complexes.
50. La stratégie de concentration des efforts sur les régions montagneuses du centre était appropriée, mais le PAM aurait eu besoin de ressources humaines et financières supplémentaires pour évaluer la vulnérabilité dans des zones où il n'avait plus de bureau, et afin de pouvoir intervenir rapidement si la situation l'exigeait. Des inquiétudes ont également été exprimées concernant la situation dans les régions où le PAM n'a jamais été présent, et au sujet desquelles aucune information n'est disponible.

## Interconnexion

51. Au plus fort de la crise, alors que les besoins alimentaires immédiats étaient considérables, la tâche principale du PAM était de subvenir aux besoins alimentaires des populations vulnérables. Au fur et à mesure que les zones précédemment inaccessibles s'ouvraient à l'aide humanitaire, le PAM a pu atteindre un nombre plus important de bénéficiaires et élargir ses programmes. Par la suite, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et le nombre de bénéficiaires ont baissé, permettant au PAM de procéder à une réorientation de ses activités des secours vers le redressement. Il est peu probable que le PAM continue de tenir le rôle éminent qui a été le sien dans le passé, mais l'aide alimentaire restera nécessaire, en complément des activités de redressement menées par d'autres intervenants. Le cycle de programmation quadriennal harmonisé du Groupe de



développement des Nations unies (UNDG), qui s'étend de 2005 à 2008, dépasse la durée maximale de trois ans fixée pour une IPSR. Toutefois, la prochaine IPSR devrait, selon les prévisions, débuter en 2006 pour se conclure en 2008 et couvrir ainsi le reste du cycle prévu par l'UNDG.



**ANNEXE: RESUME DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES—PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN ANGOLA**

Recommandations du PAM (février/mars2005)	Pour action par	Réponse de la direction et mesures prises (août 2005)
<b>Stratégies de secours et de redressement; coordination et partenariats</b>		
1. Impliquer les autorités nationales dans la conception des programmes tout en investissant davantage dans le renforcement des capacités et en encourageant les contributions nationales afin de faciliter le transfert des responsabilités.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Toutes les parties prenantes seront impliquées dans toutes les étapes de la conception de la nouvelle IPSR.
2. Harmoniser le prochain cycle de programmation (2006–2008) avec l'UNDG et se concentrer sur les PS 2, 3, 4 et 5 pour améliorer la coordination et prévenir les chevauchements.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. L'harmonisation prendra effet en 2009.
3. Créer —conjointement avec les partenaires— des stratégies provinciales et municipales de secours, de redressement et de développement intégrées et convenir clairement des résultats escomptés, des indicateurs de performance, du suivi et de l'établissement de rapport.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. L'UNICEF et le PAM vont adopter une approche provinciale coordonnée en appui à l'éducation primaire, essentiellement pour remettre en état les écoles primaires, qui inclura l'eau/ assainissement et la formation des enseignants.
<b>Santé et nutrition</b>		
4. Se conformer à la politique du PAM en matière d'enrichissement des aliments en micronutriments et de distribution d'aliments enrichis.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. La mise en œuvre de cette recommandation est terminée.
5. Contribuer aux efforts de prévention et d'atténuation de l'impact du VIH/sida dans le cadre d'un module d'intrants intégrés comprenant plusieurs volets: sensibilisation, amélioration de la sécurité alimentaire et sur une base pilote, soutien alimentaire et nutritif aux personnes vivant avec le sida et bénéficiant d'un traitement antirétroviral.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. La mise en œuvre de cette recommandation est en partie achevée.  Les campagnes de sensibilisation ont été renforcées, en concluant des partenariats avec des ONG travaillant dans ce domaine; la sécurité alimentaire des personnes vivant avec le VIH/sida a été améliorée avec la distribution de rations alimentaires aux personnes séropositives; un soutien nutritionnel a été offert aux personnes malades à la suite de l'adoption de directives sur les soins nutritionnels axées sur la nutrition et le VIH pour les soignants dans les hôpitaux et à domicile.
<b>Vivres-contre-travail/vivres pour la création d'actifs</b>		
6. Développer des directives pour normaliser les activités VCT/VCA, en veillant à ce que ces activités soient efficaces et aident à combattre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et renforcent la résistance aux chocs à venir. Continuer à fournir une aide d'urgence, selon les besoins, pendant le processus de transition du secours vers le développement et éviter d'organiser des activités VCT/VCA comme stratégie de secours.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Depuis la publication de l'évaluation, le PAM a commissionné une étude sur les activités VCT/VCA; des directives basées sur les résultats de cette étude sont en cours d'élaboration.
<b>Vivres pour la formation/alimentation scolaire</b>		
7. Veiller à ce que les programmes d'alimentation scolaire soient mis en oeuvre dans le cadre d'un module d'intrants intégrés pour l'éducation de base, reposant sur la coopération et comprenant également la nutrition, la santé, l'assainissement et l'environnement.	Bureau de pays en concertation avec le Service de l'alimentation scolaire au siège	Recommandation acceptée. Le bureau de pays a déjà mis en place un module alimentation scolaire qui comprend un volet nutrition, un volet santé, un volet assainissement et un volet environnement.



## ANNEXE: RESUME DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES—PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN ANGOLA

Recommandations du PAM (février/mars2005)	Pour action par	Réponse de la direction et mesures prises (août 2005)
8. Spécifier et superviser de près les normes minimum qui s'appliquent aux repas scolaires, à la construction des écoles, des salles de classe, des installations pour l'alimentation et des infrastructures pour l'eau/assainissement dans tous les accords avec les partenaires d'exécution.	Bureau de pays en concertation avec le service alimentation scolaire au siège	Recommandation acceptée. Des normes opérationnelles minimales ont été développées en 2004. Les programmes d'alimentation scolaire distribuent aux écoliers un assortiment alimentaire équilibré et nutritif, disposent de critères standard pour la réhabilitation et la construction et d'un module standard pour les articles non alimentaires qui inclut le suivi des besoins. Les normes opérationnelles minimales sont intégrées dans tous les accords avec les partenaires d'exécution.
<b>Opérations spéciales</b>		
9. Conserver les services aériens pour les transports de passagers afin de disposer de suffisamment d'accès à certaines régions: les données provenant des évaluations des zones nouvellement accessibles et du suivi des présentes interventions sont cruciales pour la prise de décisions, au vu du retrait progressif prévu de l'opération actuelle.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Bien que nous prévoyions de réduire ultérieurement les opérations du service aérien pour le transport de passagers d'ici à la fin 2005, nous reconnaissons également la nécessité d'élargir sa portée à de nombreuses régions inaccessibles.
10. Veiller à établir des liens clairs entre l'identification des emplacements pour la construction des ponts et la nécessité pour le PAM d'améliorer, pour une meilleure évaluation des besoins, l'efficacité et la ponctualité des livraisons d'aide alimentaire et des conditions d'accès.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Le bureau de pays du PAM a sélectionné les emplacements pour la construction de ponts en utilisant comme principaux critères l'amélioration de l'accès et la ponctualité et l'efficacité des livraisons alimentaires.
<b>Ciblage</b>		
11. Impliquer et renforcer la participation des femmes, des communautés et des partenaires d'exécution dans une meilleure définition et application des critères de sélection et de ciblage des bénéficiaires, en particulier pour les activités de redressement.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. En Angola, l'opération de secours de longue durée a permis de mettre en place des normes PAM pour les bénéficiaires. À titre d'exemple, la pratique de distribution de vivres aux femmes est bien établie et acceptée.
12. Élargir les programmes d'aide alimentaire, par le biais d'accords de travail avec d'autres partenaires d'exécution, afin d'atteindre les populations vulnérables jusqu'ici inaccessibles au personnel du PAM en raison des restrictions sécuritaires imposées par les Nations Unies.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. L'aide du PAM cible les régions les plus vulnérables. Dans la prochaine IPSR, le ciblage suit rigoureusement les recommandations de l'étude de référence ACV.
13. Renforcer, dans le cadre de partenariats, les ACV en cours, pour une meilleure disponibilité de l'information et un renforcement de capacité supplémentaire des partenaires en matière de ciblage des bénéficiaires. Conserver les capacités d'évaluation des zones géographiques, y compris les centres urbains, que le PAM soit opérationnel ou non dans ces zones.	Bureau de pays en concertation avec l'unité ACV au siège	Recommandation acceptée. Bien qu'elle ait des implications financières. Le taux des coûts d'appui directs pour la prochaine IPSR est déjà un des plus élevé au monde.
<b>Suivi et évaluation</b>		
14. Élargir la portée des évaluations sur la vulnérabilité pour alimenter en information sur les résultats le système de suivi et d'évaluation, veiller à une meilleure utilisation du "Corporate Compendium Indicators" et conclure des partenariats avec d'autres acteurs.	Bureau de pays	Recommandation acceptée.
15. Renforcer le système de suivi et d'évaluation pour répondre aux besoins du programme, de la logistique, de l'ACV et de la gestion.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Activité déjà en cours.



**ANNEXE: RESUME DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES—PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN ANGOLA**

<b>Recommandations du PAM (février/mars2005)</b>	<b>Pour action par</b>	<b>Réponse de la direction et mesures prises (août 2005)</b>
16. Recueillir conjointement des informations quantitatives et qualitatives sur les causes de la malnutrition aiguë et chronique afin de guider la prise de décisions, de mesurer l'efficacité du programme et à des fins de sensibilisation.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Le bureau de pays adopte déjà cette approche en utilisant des évaluations alimentaires et nutritionnelles rapides, des études de référence ACV et d'autres outils.
17. Rendre compte des résultats obtenus, à la lumière des prévisions des opérations spéciales, à la suite de la construction des ponts dans le domaine de l'amélioration de l'accès, de l'efficacité du soutien apporté à l'IPSR et des économies réalisées.	Bureau de pays en concertation avec ODJ au siège	Recommandation acceptée. Le bureau de pays en Angola ne dispose ni des capacités ni des ressources pour réaliser des analyses coûts-bénéfices. Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour mettre en oeuvre cette recommandation.
18. Continuer à contribuer à l'exercice gouvernemental de collecte et d'analyse de données précises, fiables et ventilées par sexe, en particulier sur l'enrôlement, l'assiduité et les performances.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Activité déjà en cours.
<b>Protection</b>		
19. Analyser, en utilisant les compétences nécessaires, les questions de protection, les risques et les menaces telles que la discrimination frappant certaines catégories de bénéficiaires, la discrimination, l'exploitation, les abus, le régime foncier, compte tenu de leurs impacts directs sur les programmes d'aide alimentaire.	Bureau de pays	À ce jour, le personnel du PAM n'a pas reçu de formation dans ce domaine. Une formation supplémentaire sera nécessaire si le PAM doit assumer un rôle majeur sur les questions de protection liée à l'aide alimentaire.
20. Veiller à ce que les messages transmis dans le cadre des sessions d'information sur le VIH/sida tiennent compte des possibilités de tension entre les communautés, par exemple, lorsque les rapatriés sont décrits comme étant des facteurs de risque potentiel.	Bureau de pays en concertation avec l'unité VIH/sida au siège	Recommandation acceptée. L'ONUSIDA est chargé des messages qui sont utilisés dans les ateliers de sensibilisation. Le bureau de pays veillera à ce que les ONG partenaires tiennent compte également des tensions potentielles entre les communautés lors des sessions de sensibilisation.
21. Examiner la situation foncière des projets VCT en cours et à venir et veiller à ce qu'une forme d'utilisation foncière garantie existe avant d'approuver les projets agricoles.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Le bureau de pays va reformuler, en incluant spécifiquement un volet situation foncière, les projets agricoles dans les propositions de projet standard du PAM.
<b>Problématiques hommes-femmes</b>		
22. Veiller à ce que les femmes soient activement impliquées et participent véritablement à toutes les prises de décisions sur les programmes alimentaires, y compris dans les comités de distribution des aliments et dans les associations parents-enseignants afin de garantir une participation égale des femmes et une part équitable dans la création d'actifs et la gestion des vivres. Il faut, pour se faire, réaliser des suivis après la distribution et des enquêtes sur la consommation alimentaire des ménages. Organiser des formations pour les femmes axées sur l'alphabétisation, le développement de compétences et l'esprit d'initiative.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Nous avons adopté à de nombreuses reprises des démarches participatives visant les femmes et les hommes; des consultations participatives sur les activités VCT sont organisées régulièrement entre les partenaires et les femmes et les hommes bénéficiaires, en particulier pour l'identification et la formulation des activités. Le PAM introduira une composante "suivi après la distribution" en 2006 dans la limite de nos capacités limitées en matière de personnel. Le bureau de pays doit fournir un appui technique aux différents bureaux auxiliaires pour la mise en oeuvre des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes 3, 4 et 5 sur le terrain.



**ANNEXE: RESUME DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES—PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN ANGOLA**

<b>Recommandations du PAM (février/mars2005)</b>	<b>Pour action par</b>	<b>Réponse de la direction et mesures prises (août 2005)</b>
<p>23. Former le personnel et les partenaires d'exécution dans le domaine de l'analyse et la programmation différenciée par sexe, y compris dans le domaine du suivi et de l'évaluation. Conduire une analyse sur les besoins différenciés par sexe avec d'autres organismes des Nations Unies, des ONG, le gouvernement et des groupes à assise communautaire.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Recommandation acceptée. Le bureau de pays a formé des responsables sur la problématique hommes-femmes. Les prochaines mesures qui seront prises, dans la mesure des ressources disponibles, comprennent: la création d'une équipe chargée de la problématique hommes-femmes, une formation qui sera dispensée au personnel et aux partenaires sur le terrain; l'incorporation d'analyse différenciée par sexe; la réalisation d'une programmation différenciée par sexe; et des analyses des besoins dans les études de référence ACV.</p>



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
ODJ	Bureau régional pour l’Afrique australe
OEDE	Bureau de l’évaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PDI	Personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l’aide au développement
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
VCA	Vivres pour la création d’actifs
VCT	Vivres-contre-travail
VIH/sida	Virus de l’immunodéficience humaine/syndrome de l’immunodéficience acquise
VPF	Vivres pour la formation